

LINIGER-GOUMAZ, Max. *Paroles d'Helvétie. Europe : L'accent suisse*. La Chaux (Suisse), Les Éditions du Temps, 1990, 196p.

Maurice Poncelet

Volume 22, numéro 3, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702896ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702896ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poncelet, M. (1991). Compte rendu de [LINIGER-GOUMAZ, Max. *Paroles d'Helvétie. Europe : L'accent suisse*. La Chaux (Suisse), Les Éditions du Temps, 1990, 196p.] *Études internationales*, 22(3), 638–639.  
<https://doi.org/10.7202/702896ar>

de celle de l'auteur. Aussi, malgré l'abondance des sources d'information, une impression se dégage qu'elles ne peuvent qu'être partielles et que, si le modèle suédois va quelque part, l'on n'en connaît pas vraiment la direction. Fort probablement, il n'était dans l'intention de l'auteur de le préciser.

André JOYAL

*Département d'économie  
Université du Québec à Trois-Rivières.*

LINIGER-GOUMAZ, Max. *Paroles d'Helvétie. Europe : L'accent suisse.* La Chaux (Suisse), Les Éditions du Temps, 1990, 196p.

Voici un livre, mince (moins de 200 pages) mais dense, et suscitant de nombreuses réflexions. Son auteur, le Professeur Max Liniger-Goumaz avait écrit, en 1964, un court essai sur «La Suisse, sa neutralité et l'Europe». Une Europe alors encore incertaine car la CEE ne comportait que les six États héritiers de l'Empire carolingien. Europe de l'Est, sous contrôle soviétique, Europe méditerranéenne (péninsule ibérique et Grèce) en régimes dictatoriaux, Europe du Nord (Îles britanniques et Scandinavie) dans une expectative plutôt méfiante, formaient un entourage dans l'ensemble assez peu favorable à la nouvelle expérience supra-étatique.

Mais, un quart de siècle après, les conditions ont changé. L'Europe de l'Est a entamé un processus de rejet des régimes socialistes dont on ignore encore où il aboutira. Portugal, Espa-

gne, Grèce sont devenus des démocraties et ont rejoint la CEE. Trois États de l'Europe du Nord sont également devenus membres de la CEE : Royaume-Uni, Irlande et Danemark, ne laissant à part que le bloc scandinave : Suède, Norvège, Finlande. Au centre de cette nouvelle Europe, un noyau neutre (encore que leurs neutralités soient différentes) : Autriche et Suisse.

Les Éditions du Temps ont donc pensé qu'il serait utile et intéressant de demander à M. Liniger-Goumaz de poursuivre ses réflexions sur l'Europe et la Suisse, à l'aube de cette année 1991 qui marquera le septième centenaire du Pacte fondamental suisse.

D'où les deux parties du livre : l'adolescence (1964) et l'âge mûr (1990); la première traduisant, dans l'ensemble, un refus de la Suisse de conclure un accord avec la CEE; la seconde, plus nuancée, recherchant un cadre de relations respectant toutefois les particularités suisses. En d'autres termes, M. Liniger-Goumaz est passé du «non» au «peut-être», ou même au «oui, mais», reconnaissant (p. 48) que la Suisse aurait besoin, quels que soient ses succès réels, d'une «sève nouvelle».

Les commentaires de l'auteur feront probablement grincer des dents à bien des Européanistes, d'autant plus que ces commentaires ne sont pas totalement exempts d'une certaine vanité nationale. Mais ils mettent bien évidence LA question fondamentale : Europe intégrée ou Europe des patries. Pour M. Liniger-Goumaz, «l'Europe est un ensemble de peuples qui souhaitent garder l'essence de leur

patrie, partant leur autonomie»; et, en effet, qu'ont en commun un irlandais et un grec, un portugais et un danois? Se fondre dans un ensemble continental, surtout dirigé par les technocrates de Bruxelles, n'est pas très attirant pour un peuple qui a su préserver, au cours des siècles, ses particularismes locaux.

Il semble bien que les Suisses, réalistes, admettent maintenant la nécessité de rapports contractuels avec la CEE; mais, en même temps, craignent de ne devenir alors guère plus qu'une sorte de super-région.

C'est pourquoi M. Liniger-Goumaz laisse, à plusieurs reprises, apparaître sa sympathie pour des ensembles moins étendus:

Une nouvelle Lotharingie (p. 49), *i.e.* un axe Rhin-Rhône, dont la Suisse, origine de ces deux fleuves, serait naturellement le centre. Curieux retour de l'Histoire quand on se rappelle la part primordiale prise par les Suisses, à Grandson et Morat, à l'écroulement des plans de Charles le Téméraire.

Une structure inter-régionale (p. 54) comprenant Suisse, Jura, Vosges, Alsace français, Bade et Wurtemberg allemands; entente qui, dès maintenant, se manifeste déjà par de nombreux accords, économiques et culturels.

Une autre structure, regroupant Bavière, Suisse et Lombardie (p. 100).

Il faut bien reconnaître que ces nouvelles entités seraient viables, tout autant, sinon plus, que la CEE. Et que l'avenir de l'Europe est peut-être dans l'affaiblissement des États-nations au

profit des Régions, celles-ci étant déjà animées par l'Assemblée des Régions d'Europe, comprenant 100 régions dont 20 des pays de l'Est. En d'autres termes, pour reprendre l'excellente formulation de M. Liniger-Goumaz, (p 105), passer des «frontières-coupures» aux «frontières-coutures».

Mais la Confédération helvétique a-t-elle assez de poids, politique et économique, pour faire triompher son point de vue? Ou ne risque-t-elle pas de perdre son âme, même au sein de zones plus petites que la CEE?

Ne vaudrait-il pas mieux, tant pour la Suisse que pour l'Europe, conserver au cœur de celle-ci une aire de calme et de non-engagement, ne serait-ce que pour offrir, outre un modèle de cohabitation, un «terrain neutre» aux diverses organisations et rencontres internationales?

Quoi qu'il en soit le petit livre de M. Liniger-Goumaz a deux mérites. Le premier est de poser des questions que les Eurocrates ont tendance à négliger dans leur course trop précipitée vers l'unité continentale. Le second est de fournir des exemples pratiques sur les expériences fédéralistes d'une part, l'éclatement de systèmes étatiques d'autre part. C'est dire son utilité... et son actualité.

Maurice PONCELET

*École nationale d'Administration publique  
Hull, Canada*